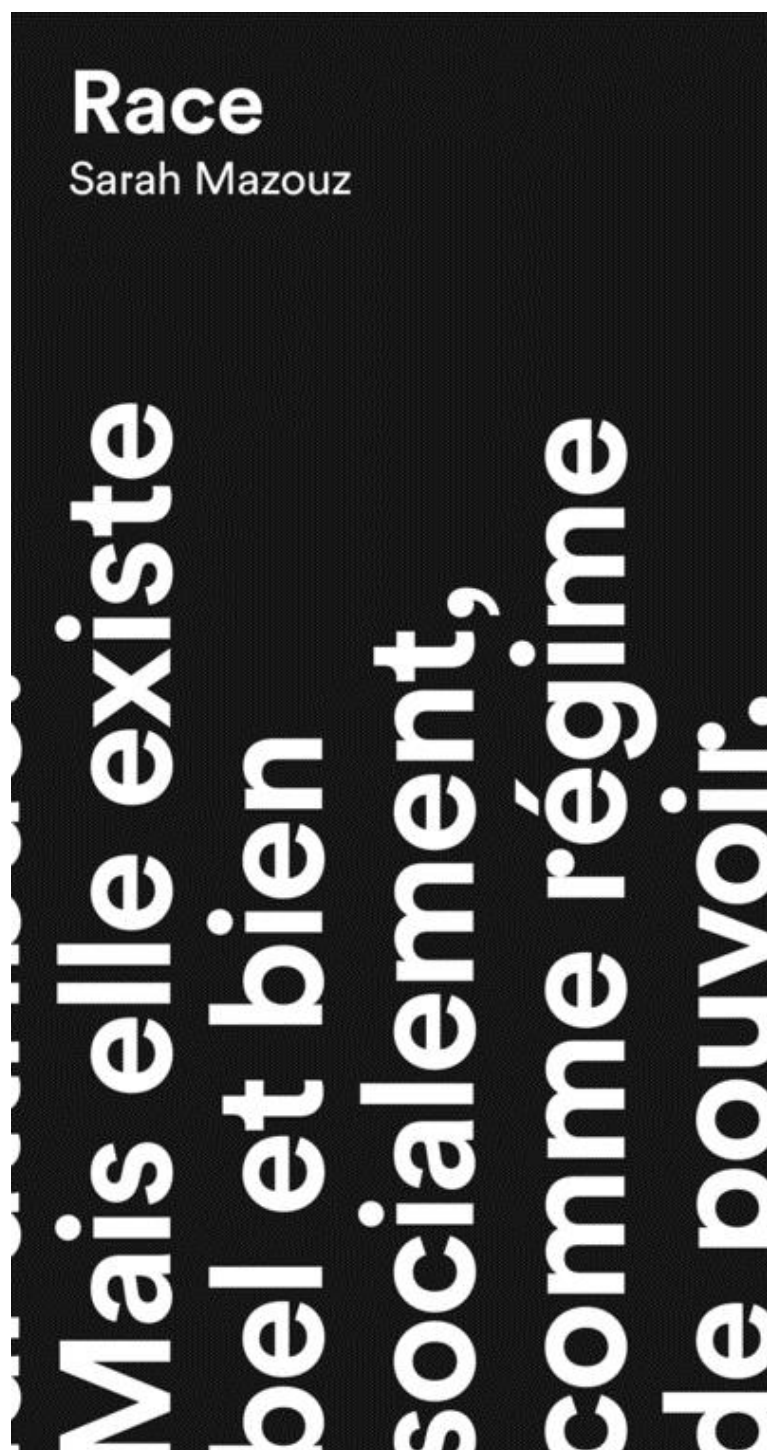


Comment parler concrètement de racisme dans un pays qui réfute le mot même de « race » ? C'est, en substance, la question que pose le livre de Sarah Mazouz, sociologue et chargée de recherches au CNRS, qui s'intitule tout simplement *Race*^[1], et dont on pourra lire [un extrait ici](#). Ce court ouvrage a été rédigé et publié dans la période qui recouvre l'assassinat de George Floyd par un policier blanc à Minneapolis, les marches pour Adama Traoré, décédé après une interpellation de la police en région parisienne, et le débat sur le « séparatisme islamiste » amorcé par le gouvernement. Le contexte politique est intéressant car il fournit un terrain fertile pour débattre de la « race », non sous un angle biologique et donc raciste, mais pour comprendre celle-ci comme une construction sociale et un instrument de domination.



Les trois événements ci-dessus mentionnés (l'un de portée internationale, les deux autres nationaux) ont montré combien les discriminations et les assignations raciales étaient

virulentes en France. Elles le sont pour deux raisons majeures. D'une part, le mot « race », dans toutes ses acceptions (biologique et sociale), est considéré comme illégitime dans le vocabulaire politique. De l'autre, la classe politique estime que la question raciale est le *no man's land* du débat public. Il existe ainsi un refus idéologiquement motivé de débattre de la race en politique alors que les situations de discrimination raciales sont pourtant indiscutables.

Nommer et expliquer les processus de racisation et de discrimination sont, avant tout, des questions de mots. Les employer ou pas revêt donc un enjeu politique. Les succès récents de l'antiracisme sur le terrain (notamment les mouvements de soutien populaires à George Floyd et Adama Traoré) ont pour effet d'avoir légitimé la recherche universitaire consacrée au racisme. En ce sens, ce livre de vulgarisation scientifique, dense et élégamment rédigé, est publié à un moment favorable. On peut imaginer qu'une telle contribution aurait été ignorée il y a dix ans. Aujourd'hui, elle va faire débat.

L'impossible débat sur la race en France

L'autrice rappelle qu'un tel débat comporte une dimension prométhéenne en France car les autorités politiques, médiatiques et intellectuelles affirment sans détour leur hostilité aux mouvements antiracistes, et tentent de discréditer les chercheurs en sciences sociales qui travaillent sur la question. En juin 2020, le président Macron a fustigé les universitaires qui ont « encouragé l'ethnisation de la question sociale » en ayant recours à un discours « intersectionnel » ou « racisé ». En octobre, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty par un terroriste islamiste, Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, et Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, ont de nouveau accusé les universitaires, ainsi qu'Edwy Plenel, directeur de Mediapart, de créer un climat de racisme et de « séparatisme ». La France est une démocratie qui ne se contente pas de nier l'existence du racisme dans les institutions de l'État^[2], mais accuse les antiracistes de racisme !

Sarah Mazouz considère que le moment de parler (enfin) de race est venu. Les personnes soumises à une assignation raciale ou qui subissent les discriminations raciales ont commencé, à travers des mouvements sociaux récents comme celui de Justice pour Adama Traoré, à briser le silence. Ce qui est en jeu : une « remise en cause de la dimension raciale des hiérarchies sociales » (p. 17) Bref, parler de race, dans ce contexte, c'est certes parler de discriminations raciales, mais aussi de leur économie sociale. C'est, en d'autres termes, mettre à nu les effets de pouvoir et de domination sociales que créent certaines assignations, fussent-elles symboliques ou implicites.

Le rejet du mot « race » repose sur un postulat bien connu : celles et ceux qui utilisent ce mot seraient racistes. Dans les années 30, parler de « races » (au pluriel) renvoyait en effet à une hiérarchie naturelle entre différentes nations ou groupes humains. Être raciste, dans ce cas, c'est croire en cette hiérarchie biologique et naturelle entre ces différents groupes. Aujourd'hui, le terme « race » (au singulier) est employé par celles et ceux qui affirment que les hiérarchies raciales n'existent pas sur un plan biologique. À l'inverse, parler de race (au singulier) signifie que la notion est socialement et historiquement créée. Cet ouvrage montre que si le racisme biologique est aujourd'hui devenu rare (ne serait-ce parce que des lois le punissent), les assignations raciales sont fréquentes. Par conséquent, bannir le mot « race » dans les discussions ou dans le texte de la constitution ne règle rien. Au contraire,

cela a pour effet d'invisibiliser et de renforcer les discriminations raciales.

La race est présente partout dans notre société, selon des modes d'expression banalisés et euphémisés. Elle existe bien comme « l'une des modalités sociales de production des inégalités entre les groupes » (p. 26). Refuser catégoriquement la référence au mot « race », au simple motif que la notion n'a aucune base scientifique et biologique, c'est détourner le regard de ce phénomène, et permettre que les assignations raciales continuent en toute impunité. Le combat antiraciste est, dans les faits, peu souvent un combat moral contre des personnes qui croient en l'inégalité entre des groupes d'individus en raison de leur origine ethnique. C'est essentiellement une lutte contre les catégorisations raciales qui sont le fruit de pratiques étatiques et politiques.[3]

La race comme construction sociale et assignation identitaire

Parler de race, dans les sciences sociales, n'est pas succomber au mythe et au mensonge de l'inégalité entre de soi-disant « races », mais s'intéresser à la manière dont certains groupes de la population sont infériorisés et, partant, discriminés. L'infériorisation de certaines catégories sociales repose sur leur exploitation économique (le prolétariat industriel) par les détenteurs des moyens de production (les entrepreneurs capitalistes). L'infériorisation des femmes prend appui sur l'organisation patriarcale de la société. L'infériorisation raciale, quant à elle, est liée à l'assignation identitaire de certains individus en raison de leur origine ethnique, et au fait que cette identité est perçue comme différente et inférieure.

Comme le résume l'historien Pap Ndiaye : « Même s'il est évident que la 'race' n'existe pas d'un point de vue biologique, force est de constater qu'elle n'a pas disparu dans les mentalités : elle a survécu en tant que catégorie imaginaire historiquement construite, avec de puissants effets sociaux. [...] Si l'on veut déracialiser la société - et donc faire de telle sorte que la couleur de la peau n'ait pas plus d'importance que celle des yeux ou des cheveux -, il faut bien commencer par en parler. »[4]

L'usage des mots est important dans les sciences sociales. Il l'est encore plus sur un terrain aussi miné que la race. Ainsi, les chercheurs-ses emploient les notions de « racialisation » ou de « racisation » pour appréhender et décrire les assignations identitaires qui sont source de rapports de pouvoir. Ces modes de domination sont socialement construits et s'inscrivent dans un contexte politique et institutionnel particulier.

Mais si les phénomènes de racisation de groupes d'individus sont socialement érigés, ils ne sont donc pas figés dans le temps. Sarah Mazouz cite le cas des immigré-es irlandais-es aux États-Unis qui ne furent catégorisé-es comme blanc-hes qu'à partir de la seconde moitié du 19^e siècle quand l'establishment WASP se rendit compte que les Irlandais traitaient de manière encore plus répressive les esclaves noir-res qu'eux-mêmes.[5] L'identité des Juif-ves aux États-Unis a été façonnée par une position d'entre-deux entre, d'une part, la culture dominante WASP et, de l'autre, la population noire. Cette situation intermédiaire a notamment favorisé l'émergence d'une culture libérale-socialiste. Après la Deuxième guerre mondiale, les transformations sociales et économiques que connurent les États-Unis permirent une mobilité sociale aux hommes juifs qui gagnèrent ainsi le statut de

Blancs.[6] Ces deux études montrent que le capitalisme joue un rôle actif dans la production de groupes racisés. Contrairement aux idées répandues dans la gauche « sociale », les inégalités économiques et de classe produisent des assignations et des discriminations raciales. Ainsi, la variable raciale est essentielle pour comprendre les mécanismes de domination de classe.

Blanchité et race

Parler de race comme construction sociale et assignation identitaire qui dessine un rapport de pouvoir, c'est constater les discriminations dont sont victimes les Noir-es, Asiatiques ou Arabes. C'est également poser la question de la « blanchité » (Whiteness), c'est-à-dire une autre construction sociale de l'identité blanche majoritaire.

Cette construction raciale majoritaire est en tout point remarquable, car à la différence des autres constructions raciales, être Blanc-he et avoir une expérience de Blanc-he, est une expérience inconsciente et invisibilisée, dans le sens où les Blanc-hes ne se posent pas la question de leur ethnicité. En d'autres termes, les personnes blanches n'imaginent pas un instant qu'elles puissent être racialisées. Ceci explique que les nations occidentales à majorité blanche ont tendance à penser que leur point de vue sur les questions morales, politiques ou religieuses est « universel ». Inversement, les populations racisées ne peuvent qu'exprimer un point de vue particulier qui ne peut jamais prétendre à l'universalité. Les racisé-es sont habilité-es à porter un point de vue « universel » tant qu'il coïncide avec le point de vue blanc. En France un-e racisé-e qui critique l'interprétation laïciste dominante aux relents islamophobes, se verra qualifié-e de « séparatiste » ou de « communautariste ». Mais si cette personne reprend cette interprétation de la laïcité, on louera son esprit « universaliste » et sa capacité à s'élever au-dessus de sa condition de racisé-e.

Ne pas se concevoir comme racisable, penser que sa vérité et vision du monde est universelle et ne pas se percevoir comme Blanc-he, représente ce que l'on nomme dans les sciences sociales américaines, un « privilège blanc » (White privilege). Évitions d'utiliser l'expression si elle froisse, et employons, par exemple, celle moins déterministe d'« avantage blanc ». Car il y a bien un avantage à être blanc-he dans une société multiraciale. On ne donne jamais le choix aux Noir-res, Arabes ou Asiatiques d'oublier leur condition. Les Blanc-hes peuvent jouir du confort de n'être jamais racisé-es.

Cela ne revient pas à nier que des Blanc-hes sont aussi dominé-es et exploité-es, mais ces personnes ne seront jamais discriminées en vertu de la couleur de leur peau ou de leur apparence physique. Sarah Mazouz observe que les personnes blanches sont « racialisées » (elles occupent une position dans la production des hiérarchies raciales ; très souvent en haut de cette hiérarchie), mais elles ne sont pas « racisées » (le fait d'être défini par le groupe dominant dans une société donnée comme appartenant à une « race ») (pp. 48-49)

Ces catégorisations sont nécessaires dans la recherche scientifique, mais aussi dans la société, car le racisme n'est que rarement un phénomène direct et probant. Il s'exprime très souvent sous la forme d'une assignation identitaire euphémisée et implicite. Le processus de racisation est donc une dynamique-clé dans les interactions sociales. Voici, *grosso modo*, ce qu'il convient de répondre à la sempiternelle objection franco-française : la

notion de race appartiendrait à la terminologie raciste. L'utiliser, y compris comme outil heuristique scientifique, ce serait accréditer l'idée que les races (biologiques) existent... donc être raciste ! Au contraire, c'est bien parce que les assignations raciales et racistes s'expriment de manière feutrée qu'il faut parler de race comme construction sociale qui produit des effets de domination.

« L'universalisme » républicain, la gauche et la race

À la gauche critique, biberonnée à l'« universalisme » républicain français et qui serait troublée par l'emploi du mot race, on pourrait rétorquer que jusqu'aux travaux de Karl Marx, la notion de classe était naturalisée. Sous l'ancien régime, appartenir à un ordre était un état immuable et naturel. Marx a introduit l'idée qu'autour de la classe se nouait des rapports de domination et d'appropriation de la richesse et de la force de travail. Gageons que la notion de race connaîtra le même parcours. Bientôt, l'ensemble des forces progressistes l'utilisera pour dénoncer les dynamiques d'assignation identitaires, synonyme de discriminations.

Sarah Mazouz note que des pans importants de la gauche critique en France sont loin d'accepter qu'autour de la notion de race et de racisation se jouent des rapports de domination fondamentaux. Elle mentionne l'historien Gérard Noiriel (mais il n'est pas le seul) qui a fustigé les travaux scientifiques consacrés à la race, les rendant responsables d'un tournant « identitaire » d'une gauche « insensible aux classes populaires et à la question sociale »^[7]. Noiriel s'en est pris notamment à la notion d'intersectionnalité, montrant au passage sa méconnaissance du concept articulé par Kimberlé W Crenshaw^[8] : cette dernière a montré que les femmes noires étaient exclues de certains programmes sociaux car la dimension de femme noire était ignorée par les pouvoirs publics. Ces femmes noires étaient dominées car de classe populaire, car femme mais aussi car Noire. En réalité, dans les travaux intersectionnels, la classe et les analyses marxistes occupent une place centrale.

Méconnaissance scientifique, provincialisme culturel ou refus de se pencher sur les dominations liées au genre et à la race : le fait est qu'une large partie de la gauche critique (universitaire et politique) refuse dogmatiquement de débattre de thèmes qui sortent des sentiers battus d'une classe ouvrière industrielle blanche qui, de fait, a largement disparu. En outre, pourquoi faudrait-il que la classe soit considérée comme la variable discriminante dans les rapports de pouvoir et de domination ? En quoi les dominations liées au genre ou à la race seraient-elles moins importantes ou moins dignes d'intérêt ?

Pourquoi est-il particulièrement difficile de parler de race en France ? L'idéologie républicaine française est réputée indifférente aux couleurs (*colourblind*). L'idéal citoyen républicain élève les individus au-delà de leur condition sociale, de genre et raciale. Cette indifférence à la race a fait que l'écrasante majorité des député-es a voté la révision de l'article 1^{er} de la constitution en 2018, supprimant le mot « race » du texte. L'idée est qu'en faisant abstraction des origines personnelles, on parvient à établir l'égalité entre citoyennes. Cette égalité ne peut bien entendu qu'être formelle car les différences de richesse, le sexisme ou le racisme posent une inégalité de fait entre les individus.

Le processus d'uniformisation (formel) crée, en fait, des inégalités : les individus issus du

groupe majoritaire universalisent leur particularisme, et particularisent les comportements et revendications des minorités. Ceci explique que depuis la Révolution, on attend des minorités qu'elles se fondent dans le moule majoritaire. On peut observer une aversion, voire une phobie pour les « particularismes minoritaires » en France.

Cette manière de concevoir l'égalité entre citoyen-nes est singulière. La France est un pays qui prétend avoir dépassé la question raciale, donc le racisme. Ce présupposé peine pourtant à convaincre les populations qui sont victimes du racisme : « La police ne peut être raciste car elle est républicaine ! », assénait récemment Sarah El Haïry, la secrétaire d'État de la Jeunesse et de l'Engagement, devant des jeunes racisé-es incrédules[9]. Il ne suffit donc pas d'affirmer qu'une population a dépassé la question de la race pour qu'elle soit immunisée contre le racisme. On pourrait émettre l'hypothèse inverse : c'est parce que la question raciale est officiellement taboue en France, qu'on juge avec un a priori négatif les cultures minoritaires, que la race est omniprésente dans les têtes et les discours, dans les médias et ailleurs.

Contre le faux universalisme français, Sarah Mazouz invite chacun-e à « se transposer dans l'expérience minoritaire à laquelle il ou elle échappe » (p. 82). Cette inversion des rôles permettrait de prendre conscience des rapports de pouvoir, et comment des comportements et des paroles assignent des identités, infériorisent ou discriminent certaines personnes.

La notion critique de « race », entendue comme une construction sociale et qui crée un rapport de pouvoir, fonctionne comme un « aiguillon » (p. 85) qui peut permettre de mettre à jour les points aveugles de pratiques discriminatoires. Cet ouvrage révèle assurément les apories théoriques et pratiques qui découlent du refus de parler de race en France. À ce titre, il est un outil de renouvellement démocratique important, publié à un moment charnière des luttes pour l'égalité de toutes et tous.

*

Philippe Marlière est professeur de sciences politiques à University College London (Royaume-Uni). Il est l'auteur de [plusieurs articles pour Contretemps](#).

Illustration : Collection Atris.

Notes

[1] Sarah Mazouz, *Race*, Paris, Éditions Anamosa, 2020, 89 pages.

[2] Philippe Marlière, « Racisme : le déni français », *AOC*, 11 juin 2020, <https://aoc.media/opinion/2020/06/11/racisme-le-deni-francais/>

[3] Sarah Mazouz, *La République et ses autres. Politiques de l'altérité dans la France des années 2000*, Paris, ENS Editions, 2017.

[4] Pap Ndiaye (entretien avec Marc-Olivier Berher), « Si l'on veut déracialiser la société, il faut bien commencer par en parler », *Le Monde*, 12 juillet 2019, <https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/07/12/pap-ndiaye-si-l-on-veut-deracialiser-la-soci>

ete-il-faut-bien-commencer-par-en-parler_5488365_3232.html

[5] Noel Ignatiev, *How the Irish became Whites*, Londres, Routledge, 1995.

[6] Karen Brodtkin, *How Jews became white folks and what that says about race in America*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1999.

[7] Gérard Noiriel, « Réflexions sur la question identitaire », *La politique dans tous ses états* (blog), 29 octobre 2018,
<https://noiriel.wordpress.com/2018/10/29/reflexions-sur-la-gauche-identitaire/>

[8] Kimberlé W Crenshaw, « Mapping the margins : intersectionality, identity politics and violence against women of colour », *Stanford Law Review*, No 6, juillet 1991, pp. 1241-99.

[9] Laurent Grzybowski, « À Poitiers, dialogue de sourds entre les jeunes et leur secrétaire d'État », *La Vie*, 30 octobre 2020,
https://www.lavie.fr/actualite/societe/a-poitiers-dialogue-de-sourd-entre-les-jeunes-et-leur-secretaire-detat-68160.php?fbclid=IwAR3jM_FaZvFhIMikPRqB0rxTtZoq4cNc-wisW0HDyqvD94BpS1xZ8ehNAUc